



Déni de démocratie, mépris des personnels, ne laissons pas faire : grève jusqu'au retrait

COMMUNIQUÉ

Après avoir présenté un projet de loi brutal et injuste, le gouvernement choisit de faire un bras d'honneur aux millions de travailleurs et de travailleuses qui se mobilisent dans le calme depuis le 19 janvier ainsi qu'à la grande majorité de la population.

Le projet de loi d'Emmanuel Macron était déjà largement minoritaire dans l'opinion, ce 49.3 démontre qu'il l'est aussi à l'Assemblée.

La contre-réforme des retraites n'a donc aucune légitimité et doit être définitivement abandonnée comme l'avait été le CPE.

Dans notre secteur, ce même processus autoritaire de mépris des personnels est à l'œuvre depuis de trop nombreux mois. Le gouvernement reste sourd à la fatigue et la colère des personnels devant la dégradation de leurs conditions de travail, la perte de sens de leur métier et l'inflation qui accélère leur appauvrissement (résultat du long décrochage salarial). Cela n'empêche pas le ministre de vouloir amplifier encore la politique réactionnaire de son prédécesseur avec le retour du « travailler plus pour gagner plus » avec son *Pacte* qui mettrait les personnels en concurrence et aggraverait les inégalités femmes/hommes, casse de la voie professionnelle contre les élèves des classes populaires, militarisation de la jeunesse avec le SNU...

Pire, alors que les organisations syndicales demandent depuis des mois d'abandonner le calendrier intenable, pour les élèves comme leurs enseignant-es, du baccalauréat et le report des épreuves de spécialités en juin, le ministère ne tient même pas compte de la situation sociale de ces dernières semaines et les maintient les 20, 21 et 22 mars.

Face à ce gouvernement qui n'entend rien, méprise les travailleurs et travailleuses et refuse le vote à l'Assemblée sur l'attaque contre cette conquête sociale majeure qu'est la retraite, la lutte est plus que jamais à l'ordre du jour.

La CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à participer aux rassemblements de ce week-end, à cesser le travail lundi 20 mars et à se réunir en assemblées générales pour construire la riposte. Elle appelle à reconduire la grève dès le mardi et à converger massivement avec les autres secteurs jeudi 23 mars.

Le gouvernement porte l'entière responsabilité des grèves et de leurs conséquences sur le baccalauréat.

Montreuil, le 17 mars 2023